

Dans ce discours d'ouverture de la conférence « Resilience 2026 », Leslie Church, représentante du gouvernement du Canada, souligne que la sensibilité chimique multiple (SCM) est bien plus qu'un simple problème de santé personnel. Elle la considère comme un enjeu fondamental d'accessibilité, de dignité et de droits de la personne. Avec plus d'un million de Canadiens touchés, les environnements quotidiens constituent souvent des barrières qui empêchent les personnes concernées de participer à la vie professionnelle, aux soins de santé et à la vie communautaire. Bien que le Canada ait mis en place des cadres juridiques tels que la Loi canadienne sur l'accessibilité et la Loi canadienne sur les droits de la personne afin de promouvoir un pays sans barrières, Mme Church identifie un écart significatif entre ces engagements législatifs de haut niveau et la réalité quotidienne des personnes vivant avec la SCM. Elle souligne que la véritable inclusion nécessite d'aller au-delà des politiques sur le papier pour mettre en œuvre des solutions pratiques et concrètes, telles que la réduction de l'exposition aux produits chimiques à la source et l'amélioration de la transparence des produits.

La présence de Mme Church en tant que responsable fédérale témoigne d'une dynamique croissante et d'un tournant décisif vers la reconnaissance institutionnelle de la SCM, soutenue par le soutien international d'organismes tels que les Nations Unies et l'Association médicale américaine. En présentant la SCM comme une crise d'accessibilité, elle exhorte les décideurs politiques et les associations scientifiques à considérer la suppression des barrières environnementales comme une condition fondamentale de l'égalité. Ce discours constitue un appel à une approche mondiale harmonisée, suggérant qu'en alignant la recherche et le leadership canadiens sur les normes internationales, les gouvernements peuvent enfin faire de la promesse d'inclusion une réalité. En fin de compte, l'allocution souligne que résoudre la crise de la SCM n'est pas seulement une nécessité médicale, mais une exigence pour une société démocratique qui valorise le droit de chaque individu à évoluer dans le monde en toute sécurité et dans la dignité.